

ROURKE, John T., HISKES, Richard P., and ZIRAKZADEH, Cyrus Ernesto. *Direct Democracy and International Politics. Deciding International Issues Through Referendums*. Boulder (Col), Lynne Rienner Publishers, 1992, 208 p.

Rychard A. Brûlé

Volume 24, numéro 3, 1993

Mondialisation et mutations politiques

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/703221ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/703221ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Brûlé, R. A. (1993). Compte rendu de [ROURKE, John T., HISKES, Richard P., and ZIRAKZADEH, Cyrus Ernesto. *Direct Democracy and International Politics. Deciding International Issues Through Referendums*. Boulder (Col), Lynne Rienner Publishers, 1992, 208 p.] *Études internationales*, 24(3), 706–708.  
<https://doi.org/10.7202/703221ar>

«analyser systématiquement ce qui avait été fait pour gérer le conflit de Taba et de voir différentes approches qui auraient pu être utilisées de manière plus créative en tenant compte des besoins humains concrets, des aspirations nationales, des menaces et des frustrations inhérentes dans ce conflit» (p. 147). Le septième chapitre fait l'étude de cas du statut de Jérusalem pour les Arabes et les Israéliens.

La troisième partie de l'ouvrage fait la suite logique de la seconde. En effet, l'auteur, s'inspirant des observations à la suite de ses études de cas, propose deux grandes applications de l'ARI et dresse des questionnaires qui seront utilisés dans le cadre de simulations ou lors de vraies négociations. La première application a pour but de permettre à une troisième partie d'intervenir pour résoudre le conflit. La seconde application quitte le cadre du conflit israélo-palestinien pour toucher à d'autres conflits à caractère ethnique.

La contribution de cet ouvrage consiste à mieux faire comprendre la dynamique complexe de la gestion de crise sur des questions que chacune des parties considère fondamentales à sa propre existence. Le but de l'auteur est d'arriver à démontrer qu'à la longue, on peut arriver à l'aide de méthodes adéquates, comme le modèle ARI, à amener les parties à reconnaître qu'elles ont un plus grand intérêt à coopérer, car leurs préoccupations sont en grande partie identiques. L'auteur se garde bien, et avec raison, de faire une conclusion générale sur la possibilité de mettre réellement en pratique

ce modèle pour régler un conflit comme celui, par exemple, de la Yougoslavie. Toutefois, le présent ouvrage contribue à nous faire comprendre un peu mieux le processus complexe de la gestion de crise dans les relations internationales. En effet, une caractéristique fondamentale du «nouvel ordre mondial» est la prolifération des conflits «ethno-nationaux».

Rémi HYPPIA

Département de science politique  
Université du Québec à Montréal

ROURKE, John T., HISKES, Richard P., and ZIRAKZADEH, Cyrus Ernesto. *Direct Democracy and International Politics. Deciding International Issues Through Referendums*. Boulder (Col.), Lynne Rienner Publishers, 1992, 208 p.

Un sondage récent indique que 76 % des Canadiens croient que le gouvernement fédéral devrait utiliser la consultation populaire (dont les référendums) avant de prendre d'importantes décisions. Cet ouvrage arrive donc au bon moment.

*Direct Democracy* nous révèle que le nombre de référendums annuels de par le monde a doublé depuis les années soixante et constate l'accroissement du nombre des démocraties suite, surtout, à la désintégration de l'URSS et de la Yougoslavie et aux transformations en Afrique. Les auteurs ont donc décidé d'analyser ce phénomène, surtout les référendums portant sur des questions internationales telles que l'agrégation et la désintégration d'États et l'incorporation à des orga-

nismes internationaux (CE, ONU, OTAN, etc.).

Le premier chapitre tente de définir démocratie, liberté et référendum. Le deuxième explore le lien conceptuel entre la démocratie et le référendum. Le troisième présente un survol des référendums au <sup>xx</sup>e siècle.

Le chapitre quatre identifie et analyse les paramètres utilisés dans l'analyse de divers référendums, soit le choix du moment de la tenue d'un référendum, l'éducation populaire qui y est associée, la participation et la portée des résultats. Le chapitre cinq étudie en profondeur certains référendums récents (avant 1992) tels que ceux reliés à l'appartenance à la Communauté européenne (au Danemark, en Angleterre, en France et en Norvège), à l'OTAN (en Espagne) et à l'ONU (en Suisse). Le chapitre six analyse plus spécifiquement les référendums reliés à la séparation ou à la dévolution tenus au Québec, en Écosse, au Pays de Galles, en Galice, en Catalogne, au Pays basque, en Andalousie et dans diverses républiques soviétiques.

Le chapitre sept décrit l'expérience américaine (États-Unis) qui, bien qu'elle n'ait pas encore eu de référendum national, utilise fréquemment les référendums au niveau des États et des villes, en particulier sur les questions relatives à la participation à la guerre au Vietnam et sur le gel des armes nucléaires. Les élites américaines semblent préférer la démocratie représentative et se méfient de l'intervention directe du peuple dans le gouvernement de l'État.

Le dernier chapitre présente des conclusions et des recommandations intéressantes. Il constate que nous avons encore beaucoup à apprendre sur cette pratique de démocratie directe et répond à plusieurs objections fréquentes chez ses détracteurs. Il note que la participation du peuple enrichit la gouverne, introduit certaines préoccupations populaires dans l'appareil gouvernemental et permet au peuple de choisir au-delà des préférences de certaines élites. On y affirme que le peuple n'est pas aussi facile à manipuler qu'on le prétend et qu'il peut et doit être mieux informé et que le référendum ajoute, sans le remplacer, au gouvernement démocratique. Il est clair que les conséquences locales et économiques des résultats d'un référendum pèsent lourdement sur la décision finale, tout autant que lors d'un vote électoral. Les auteurs conclurent aussi que l'affiliation à un parti politique était la variable la plus sûre pour prédire le résultat d'un vote référendaire. De plus, ils notèrent que le côté qui a réussi à mobiliser la plus grande coalition de partis politiques, de divers groupes sociaux et d'élites est généralement victorieux, surtout si cette coalition a été élaborée avant l'annonce du référendum.

Force est de constater que la participation n'est pas seulement une méthode mais l'essence de la démocratie, que la participation directe représente une manifestation de la liberté positive et peut servir à légitimer le pouvoir et ses décisions. Les référendums représentent aussi un des moyens pour démocratiser les relations internationales. Certaines démocraties sont plus axées sur la représentativité (É-U) que la partici-

pation directe (Suisse) mais la forme démocratique demeure en mouvement et dans cette évolution le référendum a un grand rôle à jouer.

Les trois auteurs recommandent que la pratique référendaire soit raffinée; le peuple devrait être mieux informé, les référendums devraient avoir lieu de façon régulière (pour les rendre familiers au public), ils pourraient être tenus en deux tours afin de permettre une discussion plus approfondie après le premier scrutin, et le bulletin de vote devrait parfois offrir des alternatives et pas seulement le choix catégorique d'un oui ou non.

Enfin, les nouvelles démocraties nous offrent l'occasion de revoir et de renouveler notre expérience démocratique; nous devrions en profiter pour chercher avec elles de nouveaux modèles pour notre avenir commun.

Les renvois, la bibliographie et l'index sont excellents. Je n'ai détecté que deux erreurs de typographie et qu'une faute grave où l'on réfère aux trois Républiques baltes comme étant la Moldavie, l'Arménie et la Géorgie (p. 142)!

Un texte intéressant dont l'utilité et la valeur seront vite reconnues.

Rychard A. BRULÉ

Consultant, Ministère de la  
Défense nationale, Ottawa

WARD, Michael Don (ed.). *The New Geopolitics*. Philadelphia, Gordon and Breach, 1992. XII + 187 p. Index.

La géopolitique est une discipline située aux confins de la géographie, de la science politique, des relations internationales et de l'économie politique. Elle ajoute à ces disciplines une dimension stratégique, qui jusqu'ici a tourné autour des fonctions des États-Nations, particulièrement dans le domaine de la conduite et de la solution des guerres et conflits. Dans son introduction à un recueil regroupant huit contributions de géographes, politologues et économistes, Michael Ward se demande si le moment n'est pas venu de rejeter l'État du domaine de la géopolitique, au profit de nouvelles entités telles que les arrangements régionaux dont l'essor contemporain est significatif. Mais il s'interroge aussi sur le point de savoir si ce n'est pas là une illusion d'optique liée à l'effondrement du système communiste. De ce que la seconde puissance mondiale après les États-Unis ait disparu aussi vite, peut-on conclure au dépérissement de l'État en général?

La première contribution, par Harvey Starr, rappelle très opportunément que si la géopolitique est aujourd'hui en vogue elle a un passé douteux car elle fut une composante de l'idéologie nazie, avec une coloration déterministe justifiant l'expansionnisme national-socialiste (plus loin Jan Nijman reviendra sur le sujet en notant que la *Geopolitik* a discrédité la géographie politique jusqu'en 1970 environ). C'est pourquoi il est essentiel de souligner l'orientation «possibiliste» de la nouvelle géopolitique, analysant les contraintes et possibilités des relations et alliances internationales.